

Taux d'impôt CORPORATIFS - 2016

6

	Fédéral	Québec	Total
Premiers 500 000 \$ annuels de revenus « actifs » d'entreprise pour les sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) – PME non manufacturières	10,5 %	8,0 %	18,5 %
Premiers 500 000 \$ annuels de revenus « actifs » d'entreprise pour les SPCC – PME manufacturières	10,5 %	4,0 %	14,5 %
Revenus « actifs » d'entreprise qui excèdent 500 000 \$ pour une SPCC – PME	15,0 %	11,9 %	26,9 %
Entreprises de fabrication et de transformation (sauf pour la portion des revenus se qualifiant au taux réduit des PME)	15,0 %	11,9 %	26,9 %
Grandes entreprises sur les revenus « actifs » d'entreprise	15,0 %	11,9 %	26,9 %
Entreprises de prestation de services personnels (« employé incorporé »)	33,0 %	11,9 %	44,9 %
Intérêts, loyers, redevances et gains en capital imposables (appelés « revenu de placement total ») pour les SPCC (voir la note 2 du CQFF)	38,67 %	11,9 %	50,57 %
Intérêts, loyers, redevances et gains en capital imposables (ainsi que les revenus actifs) pour les sociétés cotées en bourse et pour les sociétés privées qui ne sont pas sous contrôle canadien	15,0 %	11,9 %	26,9 %
Impôt de la Partie IV remboursable sur les dividendes qui y sont assujettis (voir la note 3 du CQFF)	38 ⅓ %	s.o.	38 ⅓ %

Notes du CQFF :

- 1- Ces taux s'appliquent à l'égard d'une société pour une année d'imposition de **12 mois** se terminant le 31 décembre 2016. Plusieurs modifications ont été apportées aux taux d'imposition des sociétés au fédéral en 2016. Des modifications aux taux d'imposition sont prévues au Québec de 2017 à 2020.
- 2- Le « revenu de placement total » des sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) crée généralement un compte d'impôt en main remboursable au titre de dividendes (IMRTD) au fédéral égal, depuis 2016, à 30 ⅓ % du « revenu de placement total » (26 ⅓ % en 2015). Ce compte est remboursable à la société, depuis 2016, à raison de 38 ⅓ % (33 ⅓ % en 2015) des dividendes imposables versés (appelé « remboursement au titre de dividendes » ou RTD).
- 3- Dans le cas où le dividende assujéti à l'impôt de la Partie IV provient d'une société **non rattachée** (telle qu'une société canadienne cotée en bourse), l'impôt de la Partie IV représente 38 ⅓ % du dividende reçu en 2016 (33 ⅓ % en 2015). S'il provient d'une société **rattachée**, l'impôt de la Partie IV ne sera généralement pas exigible, sauf sur la portion du remboursement au titre de dividendes (RTD) obtenue par la société payeuse, et ce, selon une méthode de calcul spécifique.